

Communiqué de presse



Publications

Les Abymes, Décembre 2020

L'Institut d'émission des Départements d'Outre-mer (IEDOM) Guadeloupe publie :

Le Rapport annuel 2019 de SAINT-MARTIN

[Téléchargez-le ici](#)



2019 : les stigmates du passage de l'ouragan Irma persistent tandis que la crise sanitaire se profile

Deux ans après le passage de l'ouragan Irma en 2017, l'économie saint-martinoise reste fragilisée, avec toutefois des signaux encourageants.

Face à une décroissance démographique, accentuée en 2017 par de nombreux départs de l'île suite au passage d'Irma, et un marché de l'emploi tendu, caractérisé par un taux de chômage élevé (33,9 %), l'activité économique se redresse lentement.

Le tourisme montre notamment des signes encourageants en 2019 mais ne retrouve pas encore ses résultats de plein exercice. Le flux de passagers sur l'île en 2019 ne représente encore que 61,5 % du flux de 2016.

Le secteur des transports retrouve également du dynamisme mais reste tributaire de l'achèvement de la reconstruction de certaines infrastructures.

Étroitement lié au développement économique de l'île, le secteur du BTP constitue, comme le tourisme, un secteur clé de l'économie saint-martinoise. Suite à l'effondrement de l'activité après le passage d'Irma, les travaux de reconstruction de l'île ont soutenu le secteur en 2018. En 2019, cet effet s'atténue.

Des crédits en hausse mais des actifs financiers en baisse

En 2019, l'**encours de crédits** des établissements bancaires installés en partie française progresse de 20,4 % (+26,0 % en 2018) et atteint 349,9 M€. L'encours de crédits des entreprises ralentit mais conserve une dynamique soutenue (+25,8 % après +70,8 % un an plus tôt). En parallèle, la demande de crédits des particuliers s'intensifie avec un encours en hausse de 19,3 % (+0,8 % en 2018).

Fin 2019, les **actifs financiers** diminuent de 14,4 % en glissement annuel à 494,7 M€ après une hausse marquée en 2018 (+40,8 %). Les indemnités d'assurance versées essentiellement en 2018 suite aux dégâts d'Irma sont utilisées en partie pour financer le processus de reconstruction en 2019.

Perspectives

La pandémie internationale de COVID-19 a imposé un nouveau coup de frein brutal à l'activité touristique provoquant l'arrêt des croisières dès la mi-mars 2020 et limitant sensiblement les déplacements de passagers. Le rétablissement des vols en provenance des États-Unis à l'aéroport Princess Juliana depuis début août 2020 laisse toutefois espérer une reprise progressive de l'activité, mais celle-ci est évidemment tributaire de l'évolution de la situation sanitaire.

Dans le BTP, de nombreux chantiers devraient se poursuivre et alimenter l'activité du secteur.

D'autre part et en dépit de l'incertitude générée par la pandémie de COVID-19, la demande de crédits devrait conserver une dynamique croissante. En plus de la poursuite des efforts de reconstruction qui contribue à la hausse des crédits immobiliers (+17,6 % à fin juin 2020 en glissement annuel), le recours massif aux prêts garantis par l'État (PGE) entraîne une hausse soutenue des crédits d'exploitation des entreprises : +78,4 % à fin juin 2020 en glissement annuel. À fin octobre 2020, 275 PGE ont été mobilisés à Saint-Martin pour un encours de 29,2 M€.

En parallèle, la tendance à la baisse des actifs financiers devrait se poursuivre en 2020, en dépit du contexte sanitaire pesant sur la consommation. Les agents économiques de l'île continuent en effet à puiser dans leur épargne pour les besoins de la reconstruction.

L'IEDOM assure le rôle de banque centrale dans les cinq départements d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte), ainsi que dans les collectivités de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy et Saint-Martin, dont la monnaie est l'euro. Société en cours d'immatriculation, il exerce ses missions de banque centrale « au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France ». L'IEDOM exerce également des missions de service public qui lui ont été confiées par l'État. Par ailleurs, il assure le rôle d'observatoire économique et financier des économies ultramarines.